

multiculturalisme au quotidien fait certainement moins l'unanimité, mais réserve de bonnes surprises quant à la diversité des initiatives entreprises pour favoriser une meilleure compréhension entre les différentes communautés ethniques, culturelles et religieuses.

La réalité du monde associatif musulman en Europe nous permet de dédramatiser ces peurs de l'Islam et des musulmans qui relèvent plus du fantasme que de l'analyse. Ce que nous avons pu observer dans plus de dix pays européens, c'est une évolution de la perception que les musulmans ont

d'eux-mêmes. Si personne ne peut nier que, dans les années soixante-dix jusqu'au début de la décennie suivante, le monde associatif musulman restait replié sur lui-même, plus occupé à éviter une assimilation complète et à préserver ce qui lui paraissait essentiel de son identité islamique qu'à se penser dans son nouvel environnement²². Pourtant, à partir des années quatre-vingt et quatre-vingt dix surtout, les associations et groupements musulmans vont, emmenés par les nouvelles générations, entamer une nouvelle étape de leur intégration européenne, voir... citoyenne ?

des réactions de répulsion et de rejet au sein de la population non-musulmane.

1 Stéphane Lathion, *Islam et musulmans en Europe, la transformation d'une présence*, éd. La Médina, Paris, 2002.

2 Robert Bistolfi, François Zabal, *Islams d'Europe*, éditions de l'aube, 1995, p. 9.

3 W.A.R. Shadid & P.S. Van Koningsveld, « Islam in Netherlands », *Journal of Muslim Minority Affairs*, vol. 16, no 1, 1996.

4 Consulter, entre autres, le rapport de Mme Jacqueline Costa-Lacoux, op. cit., et le rapport du Conseil de l'Europe rédigé par John Whitmore, *La discrimination raciale : législation nationale, conventions internationales applicables au Royaume-Uni*, Strasbourg, 1989.

5 S. Sellam, « Peut-on être bon musulman quand on est citoyen d'un Etat non-musulman ? », *Islam de France*, éd. L'Harmattan, no 1, 1997, p. 29.

6 Nous reviendrons, dans notre analyse du discours des musulmans engagés, sur cette question de légitimité en présentant un éclairage original qui va au-delà de *dâr al-ahd*.

7 On peut nuancer quelque peu le propos en disant que la clause de conscience resterait en vigueur comme elle l'est pour un croyant d'une autre confession. Mais pour le 99 % des situations courantes, le contrat citoyen doit primer.

8 Ch. Pagnon, « A propos de l'implantation des lieux de cultes musulmans en Languedoc-Roussillon », *L'/Les islamisations/s réel et imaginaire*, A.F.E.M.A.M., Les chantiers de la recherche, Perpignan, 7 et 8 juillet 1995, no 1, pp. 353-375.

9 Propos recueillis dans une mosquée de Perpignan et cité par Christine Pagnon, op. cit., p. 74.

10 Diverses opérations policières ont abouti, dans les années 1994-1995, à l'interpellation de musulmans qui appartenaient à différentes organisations internationales : Frères Musulmans égyptiens, Mouvement Tunisien En Nahda, le FIS. De même, des armes habituellement associées au terrorisme furent découvertes au cours de divers coup de filet destinés à démanteler les réseaux intégristes transitant en Europe. A ce sujet, voir l'article de Christine Pagnon, op. cit.

11 Emission présentée sur la Cinq le dimanche 6 avril 1997.

12 Impressions corroborées par les chiffres apportés par les journalistes Pierre Péan et Christophe Nick dans leur livre, TF1, un pouvoir, paru aux éditions Fayard au mois de juin 1997 : à partir de la date de la privatisation de la première chaîne française, en avril 1987, jusqu'au 15 mars 1995, TF1 a diffusé 1151 sujets sur l'Islam, soit un tous les trois jours en moyenne. Sur ce total, 420 associent les notions d'Islam et de terrorisme en général. Sur ce même total, 410 sont consacrés à l'Islam en France dont 255 au terrorisme, et 154 à la violence. 25 sujets se rapportent à la criminalité et 41 au foulard islamique. Ainsi, plus de 80 % des sujets relatifs à l'Islam évoquent la violence et le terrorisme et risquent bien de provoquer

des réactions de répulsion et de rejet au sein de la population non-musulmane.

13 On peut noter ici que la Suisse Romande, très influencée par les événements de l'hexagone vit également, de temps à autre, des débordements de ce genre : « Plus de 2000 victimes sauvagement assassinées durant le Ramadan en Algérie ! Voilà le vrai visage de l'Islam ! Et en Suisse, à Genève ! » ce texte à la fois réducteur et plein de sous-entendus accusateurs figurait en gros caractère sur un tract distribué en 1998 dans les rues de Genève. Un autre exemple d'attitude est l'amalgame fait par François Truan, vice-président de l'Association suisse pour la laïcité, à propos du foulard que souhaite porter une enseignante : «... le voile islamique n'a pas vingt ans ; c'est la Révolution islamique de 1979 qui, en Iran, en a prescrit le port. A qui fera-t-on croire qu'on peut regarder comme anodin un attribut vestimentaire inventé et imposé par une théocratie dictatoriale ? Il s'agit bel et bien d'un uniforme politico-religieux sanctionnant et exposant publiquement une insupportable discrimination sexuelle. », *Le Courrier*, Genève, lundi 9 février 1998.

14 La haine de l'Islam existe en France, et, si elle se réduit souvent à la haine de l'Algérien, les autres (Tunisiens, Marocains) pouvant éventuellement bénéficier d'une cote plus favorable, le passé nous apporte quelques clés : « Le temps des croisades l'a illustrée, les conquêtes coloniales l'ont réactivée, la guerre d'Algérie l'a amplifiée, le reflux vers la métropole des Français d'Algérie l'a entretenue, les événements actuels en Algérie la confirment, les attentats islamistes en France l'étendent ». G. Grandguillaume, « Les singularités de l'Islam français », *Esprit*, janvier 1998.

15 Cela nous conduit à penser, avec Gilbert Grandguillaume, op. cit., que ce dont il est question dans cette haine de l'Islam, c'est le drame vécu par la société française à propos de l'Algérie, en une mémoire insuffisamment explorée à ce jour.

16 Ali-Didier Bourg & Péro M. Lelong, « Islam et intégration », *Le Figaro*, le 19 janvier 1996.

17 S. Lathion, *Islam et Musulmans en Europe, la transformation d'une présence*, éd. La Médina, Paris, 2003.

18 A. A. Mugham Al-Ghamdi, « The Contribution of the Islamic civilisation to European Culture » (Puig report), European Council, Strasbourg, 1992.

19 Consulter le rapport de Mme Jacqueline Costa-Lacoux, op. cit., et le rapport du Conseil de l'Europe, rédigé par John Whitmore, *La discrimination raciale : législation nationale, conventions internationales applicables au Royaume-Uni*, Strasbourg, 1989.

20 Conseil de l'Europe, *Convention-cadre pour la protection des minorités nationales*, Strasbourg, no.1994.

21 Otto Klineberg, Document de base C, établi pour le cycle d'étude consacré aux sociétés multinationales qui s'est tenu à Ljubljana en 1965, p. 26.

22 Castells, *Le pouvoir de l'identité*, op. cit., p. 18.

Urs Gösken

Das iranische Atomprogramm und sein politischer Fallout

Eine blosse Darstellung der internationalrechtlichen Aspekte des iranischen Atomprogramms bedürfte keiner langen Ausführungen.¹ Der Iran hat als Unterzeichnerstaat des Atomwaffensperrvertrages ein international verbürgtes Recht auf die friedliche Nutzung der Kernenergie. Der Verdacht, der Iran betreibe ein Atomwaffenprogramm, stützt sich materiell bisher nur auf Funde angereicherter Urans in einer seiner Atomanlagen durch die IAEA 2003.² Und auch diesen Verdacht weiss der Iran auszuräumen: Da der Iran internationalen Widerstand gegen ein Atomprogramm, ob friedlich oder militärisch, habe befürchten müssen, habe er sich gezwungen gesehen, sein Nuklearprogramm bis zur Erzielung des geschlossenen Brennstoffkreislaufs heimlich zu betreiben.³ In dieser Phase habe er sich das nötige Material und Gerät auf dem Schwarzmarkt beschafft.⁴

An solch illegal beschafftem Gerät seien auch die Verunreinigungen entdeckt worden – diese Erklärung erwies sich bei unabhängiger Überprüfung übrigens als zutreffend. Dass die Geheimhaltung des Iran hinsichtlich des Atomprogramms bei einer Entdeckung international die Frage aufwerfen würde, warum das Land Teile seines Atomprogramms verheimliche, wenn es doch nur die friedliche Nutzung der Kernenergie anstrebe, sei als unvermeidliches Risiko in Kauf genommen worden. Als das iranische Atomprogramm schliesslich aufgedeckt wurde, geriet der Iran denn auch prompt in Erklärungsnot.⁷ Doch die Enthüllung bewies nur, dass der Iran gegenüber der IAEA seine Meldepflicht verletzt hatte, und nicht, dass er ein Kernwaffenprogramm betreibe.

Nun stützt sich dieser Verdacht aber eben nicht nur auf materielle Indizien. Zwar sind auch immer wieder Einschätzungen von Strategieexperten zu hören, die besagen, dass der Iran selbst unter Ausschöpfung aller Kapazitäten friedlicher Nutzung der Kernenergie seinen Energiebedarf nicht decken und vom Erdöl unabhängiger machen könne. Da der Iran die Verfolgung seines angeblich friedlichen Atomprogramms offiziell mit dem Ziel der Versorgungssicherheit im Energiebereich begründet, würden solche Einschätzungen in der Tat ebenfalls den Verdacht schüren, dass es dem Iran eben nicht um die friedliche Nutzung der Kernenergie geht.⁹ Doch auch diese Erwägungen scheinen in der internationalen Diskussion um die Natur des iranischen Atomprogramms keine Hauptrolle zu spielen. Die Debatte scheint vielmehr bestimmt von der Frage, welche Interessen der Iran aus eigener Sicht an der Entwicklung eines Atomwaffenprogramms haben könnte bzw. was der Iran denn täte, wenn er erst einmal Atomwaffen hätte. Und hier legt die Betrachtung der aktuellen nationalen und internationalen Situation des Iran gleich mehrere Antworten nahe. Seit Bestehen der Islamischen Republik befinden sich die USA und der Iran in einer Art kaltem Krieg miteinander und unterliegt der Iran einem US-Embargo. Die Errichtung eines islamistischen Staatswesens im Iran betrachten die USA als Bedrohung westlicher Interessen im Nahen und Mittleren Osten. Umgekehrt stellt der Iran die Politik der Vereinigten Staaten in der Region sowie die Existenz Israels als Bedrohung der Interessen der islamischen Gemeinde dar. Und genauso wie die USA die Islamische Republik als Förderin des Weltterrorismus bezeichnen, wirft der Iran den USA

und seinen Verbündeten – namentlich Israel – systematische Unterdrückung der Entrechteten dieser Erde vor und sieht in den USA den «grossen Satan». Andererseits erklärte US-Präsident Bush 2002 den Iran zusammen mit Nordkorea und Irak zu einer Macht auf der Achse des Bösen. Sowohl der Inhalt dieser Erklärung als auch die Umstände, unter denen sie abgegeben wurde – der US-geführte Anti-Terror-Krieg war in vollem Gang, die USA hatten sich in Afghanistan, einem Nachbarland des Iran, militärisch festgesetzt –, dürften dazu beigetragen haben, dass sich die schon bestehende Gegnerschaft Amerikas in der Wahrnehmung oder jedenfalls Darstellung des Iran zu direkter machtpolitischer Bedrohung zuspitzte. Dies erst recht, als die USA 2003 ohne Deckung durch internationales Recht den Irak mit der Begründung, er stelle Massenvernichtungswaffen her, besetzten mit dem erklärten Ziel, von diesem Nachbarland des Iran aus den Nahen und Mittleren Osten zu demokratisieren. Dass es sich auch beim Nachbarland Türkei um einen NATO-Partner und bei Pakistan, einem weiteren Nachbarland, um einen langjährigen US-Verbündeten und Partner im Antiterrorkrieg handelt, die USA zudem im Zuge des Antiterrorkrieges ausser in Afghanistan auch in Zentralasien militärisch präsent sind und zugleich im Kaukasus mit Georgien und Aserbaidschan enge Beziehungen pflegen – all dies mag auf der iranischen Seite das Seine zur Wahrnehmung einer Einkreisung durch die Supermacht beitragen. Und dann ist da noch Israel, ein Staat, dessen Existenz die Islamische Republik Iran offiziell sowieso nicht anerkennt und in dem sie ein unrechtmässig errichtetes Gebilde zur Sicherung imperialistischer Interessen des Westens, besonders der USA, sieht. Diese offizielle Sichtweise hat auch Irans Präsident Ahmadinejad mit seinem Aufruf, Israel sei von der Landkarte zu tilgen, erneut bekräftigt. Zwischen Israel und dem Iran nun ist nach Einschätzung unabhängiger Beobachter schon seit längerem ein Wettüben im Raketenbereich im Gang. Und dass die USA im Atomstreit mit dem Iran einen Militärschlag ausdrücklich nicht ausschliessen, wird zum Teil damit erklärt, dass die USA Israel keinen Grund liefern wollen, selbst loszuschla-

gen. Wie die USA begründet auch Israel seine Beurteilung des Iran als Förderers des Weltterrorismus unter anderem mit dessen Unterstützung von Organisationen wie der palästinensischen Hamas und der libanesischen Hizbollah, die beide ebenfalls die Existenz Israels nicht anerkennen und bewaffneten Widerstand gegen diesen Staat für legitim halten. Auch die regen Beziehungen des Iran mit Syrien, das juristisch seit 1967 im Kriegszustand mit Israel steht und über sein Engagement im Libanon zugunsten der Hizbollah gegen dieses vorzugehen sucht, machen den Iran für Israel wie für die USA verdächtig. Aussagen des amtierenden iranischen Präsidenten, die in Israel und im Westen als Leugnung des Holocaust verstanden werden, tun ein Übriges. Dazu kommt, was Amerika angeht, die – angebliche oder tatsächliche – Unterstützung des Iran für militante Schiitengruppen im Irak, obwohl Washington für die Beilegung der inneren Konflikte im Zweistromland sich schliesslich dazu verstanden hat, mit den Nachbarn Syrien und Iran zu verhandeln. Ausserdem hatte der Iran den Konflikt um das angebliche Programm zur Herstellung von Massenvernichtungswaffen des Irak, die ursprüngliche Begründung der USA für ihren Einmarsch im Zweistromland, sowie Nordkoreas, dessen Verhandlungsposition schon durch die Vermutung, es besitze bereits Atomwaffen oder stehe kurz davor, sichtbar gestärkt wurde, aufmerksam verfolgt. Welche Schlüsse die politischen Entscheidungsträger des Iran aus den weiteren Entwicklungen gezogen haben, ist nicht genau bekannt. In der offiziellen – aber keineswegs exklusiven – Sichtweise des Iran jedenfalls beruhte die Begründung der Bush-Administration für den Angriff auf den Irak auf einer Irreführung der Weltöffentlichkeit. Dies könnte den Machthabern in Teheran den Schluss nahe legen, dass für die USA die Behauptung, ein Staat besitze Massenvernichtungswaffen, nur ein Vorwand sei, ein ihnen missliebiges System zu beseitigen, ob es nun solche Waffen besitze oder nicht. Und dies wiederum könnte es ihnen geraten erscheinen lassen, Atomwaffen zu entwickeln: Denn wenn ein Staat sie nicht entwickle – dies vielleicht die Lehre aus dem Irak –, bewahre ihn das auch nicht vor einem Angriff der USA, und wenn er sie entwickle, verfüge

er gegen Feinde über ein wirkungsvolleres Abschreckungs- und Verteidigungspotential. Jedenfalls scheint eine der Überlegungen bei der Geheimhaltung des iranischen Atomprogramms die gewesen zu sein, die Weltgemeinschaft erst einmal vor vollendete Tatsachen zu stellen und sich so für den weiteren Verlauf eine stärkere Verhandlungsposition zu sichern. Schliesslich, so ein Ex-Chefunterhändler des Iran in Atomfragen, Hasan Rowhani, in seinem Bericht an den iranischen Sicherheitsrat, habe sich die Welt auch damit abgefunden, dass Pakistan die Atombombe besitze und Brasilien über den vollständigen Brennstoffkreislauf verfüge, so wenig die Staatengemeinschaft, hätte sie vorzeitig von diesen Bestrebungen erfahren, diese gebilligt hätte.¹⁰

Gegenüber dem internationalen Widerstand gegen sein Atomprogramm, politisch besonders nachdrücklich von den USA erhoben mit der Begründung, der Iran entwickle Massenvernichtungswaffen, beruft der Iran sich auf das internationale Recht, das die friedliche Nutzung von Kernenergie ausdrücklich erlaubt. Er verweist in der nationalen und internationalen Debatte zudem auf Widersprüche, die aus seiner Sicht in der Anwendung des internationalen Rechts bestehen. So stellt in seiner Auffassung der Besitz von Atomtechnologie, und erst recht von Atomwaffen, für die USA ein Sonderrecht ihrer selbst und ihrer Verbündeten dar, das sie einem Staat bei Wohlverhalten in ihrem Sinne gewährten und bei Fehlverhalten verweigerten bzw. entzogen. Die iranische Führung weist denn auch gerne darauf hin, dass die USA nicht nur nachweislich selbst Atomwaffen besitzen, sondern als einziger Staat diese auch schon angewendet haben, ohne der IAEA gegenüber rechenschaftspflichtig zu sein. Dass Israel, der wichtigste US-Verbündete in der Region, Atomwaffen besitzt, ist mehr als eine Vermutung, und auch Israel unterliegt keiner IAEA-Kontrolle.

Dem US-Verbündeten Pakistan ist erlaubt worden, ein erklärtermassen militärisches Atomprogramm zu entwickeln. Auch mit Indien, keinem Unterzeichnerstaat des Atomwaffensperrvertrages und ebenfalls im Besitz von Atomwaffen, haben die USA auf einem der Höhepunkte

des Atomkonflikts mit dem Iran die Lieferung von Kernbrennstoff und Nukleartechnologie vereinbart.¹¹

Die historische Erfahrung des Iran lässt nicht nur seiner Staatsführung solches Verhalten als imperialistisch erscheinen. Anhänger dieser Sichtweise mögen sich durch das Beispiel Irak bestätigt fühlen, wo die internationalen Inspektionen aus dieser Optik nur den Auftakt für einen ohnehin bereits geplanten Militärschlag waren. Überhaupt hat nach offizieller iranischer Darstellung erst die Aufrüstung durch den Westen es dem Irak ermöglicht, acht Jahre lang gegen den Iran Krieg zu führen. Begründungen für ihre Angst vor imperialistischer Einmischung finden Vertreter dieser Auffassung ausserdem im Aufruf der Bush-Administration zur Demokratisierung des Nahen und Mittleren Ostens sowie in der jüngeren Geschichte des eigenen Landes: So gilt nicht nur iranischen Betrachtern der Sturz des nationalistischen Premiers Mosaddeq 1953, der das Erdöl des Landes verstaatlichte, als ein Coup der CIA, der dem Pahlavi-Herrscher überhaupt erst wieder die Rückkehr an die Macht ermöglichte. Und die ganze Herrschaft Mohammad-Reza Pahlavis diente nicht nur nach der offiziellen Geschichtsbetrachtung der Islamischen Republik vor allem westlichen Interessen. In diesem Licht verwundert es auch nicht, dass die Kooperation des Iran mit den Inspektionsteams der IAEA, obwohl noch nicht aufgekündigt, nicht nur auf Vertrauen beruht.

Die Berufung auf internationales Recht sowie der Verweis auf Widersprüche in dessen Anwendung dienen der iranischen Führung als Rechtfertigung des Atomprogramms im In- und Ausland. Zugleich weist vieles darauf hin, dass das Atomprogramm selbst für Regierung und Revolutionsführung des Iran ein Mittel der innenpolitischen Mobilisierung in eigener Sache darstellt. Nicht, dass eine Mehrheit des iranischen Volkes fände, dass das Land kein dringenderes Problem habe, als ein Atomprogramm zu betreiben oder gar Atomwaffen herzustellen. Das Verhalten der Iraner und Iranerinnen bei Wahlen und Abstimmungen, so beschränkt deren Aussagekraft auch sein mag, lässt eher darauf schliessen, dass die



Mehrheit von einer iranischen Führung die Lösung der sozialen und wirtschaftlichen Probleme wie Arbeitslosigkeit, Wohnungsnot und Drogenmissbrauch erwartet.

Die Islamische Republik war im Iran ja seinerzeit auch mit der Verheissung errichtet worden, die göttlich vorgesehene Ordnung auf Erden, die soziale Gerechtigkeit einschliesst, zu verwirklichen. Und auch Präsident Ahmadinejad war mit dem Versprechen angetreten, diese Erwartung zu erfüllen. Dass bisherige nachrevolutionäre iranische Regierungen sie nicht erfüllt hatten, führte er in seiner Wahlkampagne darauf zurück, dass die politischen Richtungen des religiös-politischen Establishments, die bis anhin den Präsidenten gestellt hätten, von den wahren Prinzipien der Islamischen Revolution abgekommen seien. Ahmadinejad stellte seine Präsidentschaft deshalb als Rückkehr zu den «eigentlichen» Prinzipien der Islamischen Revolution im Zeichen der Rechtleitung Gottes, seines Propheten und der unfehlbaren Imame¹² dar.

Was die Lösung der sozialen Frage betrifft, nimmt sich Ahmadinejads Bilanz nach allgemeiner Einschätzung ernüchternd aus: Ein Teil der steigenden Erdöleinnahmen wurden für Direktzahlungen an Bedürftige und wirtschaftlich sinnlose Arbeitsbeschaffungsprogramme für Arbeitslose aufgewendet. Dies hat seinerseits zu Kaufkraftzerfall der Landeswährung beigetragen, was wiederum die Bedürftigen und Arbeitslosen am stärksten trifft. In der sozialen Frage dürfte die Regierung Ahmadinejad daher kaum noch Unterstützung für sich mobilisieren können. Das Mobilisierungspotential des Atomkonflikts wieder ist für die iranische Führung zwar auch nicht unerschöpflich, zumal die Iraner in dieser Frage – wie in so manch anderer – ihrem System gegenüber gespalten eingestellt sind: Einerseits ist in der iranischen Bevölkerung, bei wem man sich auch umhört, wenig Vertrauen in die Beteuerungen der Führung des Landes festzustellen, es gehe beim iranischen Atomprogramm nur um die friedliche Nutzung der Kernenergie zur Sicherung der Energieversorgung, und dass für die Iraner ein Atomprogramm, ob friedlich oder nicht, keine Hauptsorge ist, ist schon erwähnt worden.

Andererseits – und hier dürfte die Position von Führung und Bevölkerung für einmal übereinstimmen – ist auch für die iranische Öffentlichkeit nicht nachvollziehbar, warum Mächte, die selbst ein Atomprogramm ausserhalb des internationalen Rechtsrahmens und zum Teil mit eindeutig militärischer Ausrichtung betreiben, das Recht haben sollten, für den Iran zu bestimmen, ob er sein international verbürgtes Recht auf ein Atomprogramm innerhalb des internationalen Rechtsrahmens wahrnehmen dürfe oder nicht.

Die Berufung der iranischen Führung auf internationales Recht und ihre Hinweise auf Widersprüche in dessen Anwendung in der Atomfrage dürften in der iranischen Bevölkerung bei all ihren Vorbehalten gegen ihre politische Klasse deshalb nicht ungehört verhallen. Nun ist innerhalb der Führung des Iran das Amt des Präsidenten dem des Revolutionsführers untergeordnet, und es ist kein Geheimnis, dass zwischen diesen beiden Entscheidungsträgern nicht nur Harmonie herrscht.¹³ Immer wieder sind politische Initiativen iranischer Präsidenten, und Ahmadinejad ist da keine Ausnahme, von der Revolutionsführung be- oder verhindert worden. Daher ist die Annahme nicht weit hergeholt, dass dem Präsidenten eine Mobilisierung des Volkes mittels Atomkonflikt auch in der internen Auseinandersetzung mit der Revolutionsführung unter Khamenei gut zustatten kommt.

Das Atomprogramm ist eine politische Initiative, zu der Khamenei nicht gut nein sagen kann, ohne dass die iranische Revolutionsführung selbst das Gesicht verliert. Andererseits gibt es Anzeichen, dass Revolutionsführer Khamenei seinerseits das Atomprogramm nutzt, um seine eigene Position zu stärken. Und dies hat er manchen Einschätzungen zufolge nicht nur gegenüber dem Präsidenten nötig, sondern auch gegenüber bedeutenden Teilen des religiös-politischen Establishments, die ihm seine Macht und Autorität mit der Begründung streitig machen, dass es mit seiner religiösen Gelehrsamkeit nicht weit her sei.

Der Brief I: Seine Existenz

Vor diesem vielschichtigen Hintergrund ist wohl auch der Brief des iranischen Präsidenten



Ahmadinejad an seinen amerikanischen Amtskollegen Bush zu betrachten, und zwar sowohl sein Inhalt als auch die Tatsache, dass er überhaupt geschrieben wurde.¹⁴ Was letzteres betrifft, so ist angesichts des Umstandes, dass Ahmadinejad sein Amt als Mission nach dem Vorbild des Propheten und der schiitischen Imame versteht oder jedenfalls darstellt, der Gedanke vielleicht nicht abwegig, dass der iranische Präsident seinen Briefwechsel mit den Mächtigen dieser Welt in einer kritischen Situation ebenfalls als eine Handlung nach dem Beispiel des Propheten auffasst. Tatsächlich berichtet die islamische Überlieferung, dass der Prophet Muhammad an die Grossen seiner Zeit Briefe geschickt habe, in denen er sie aufgefordert haben soll, zum Islam überzutreten. Und Ahmadinejad selbst soll von sich gesagt haben, dass er bei seiner Rede vor der UNO-Vollversammlung an seinen Zuhörern die Wirkung einer charismatischen Ausstrahlung, die von ihm ausgegangen sei, bemerkt habe. Zu was nun Ahmadinejad Georg Bush in seinem Brief auffordert bzw. welche Wirkungen er sich mit diesem Schreiben erhoffen mochte, darüber mag die Untersuchung einiger Stellen daraus Aufschluss geben.

Der Brief II: Sein Text

Dem Wortlaut des Schreibens nach geht es dem iranischen Präsidenten in seinem Brief an «Herrn Georg Bush, Präsident der Vereinigten Staaten von Amerika»¹⁵, darum, «einige Widersprüche und Fragen zu diskutieren in der Hoffnung ... Abhilfe zu finden»¹⁶. Weiter oben bemerkt Ahmadinejad allerdings, dass er selbst «bereits seit einiger Zeit darüber nachgedacht habe, wie man die unbestreitbaren Widersprüche rechtfertigen kann, die es auf der internationalen Bühne gibt – über die immerzu debattiert wird, insbesondere in den politischen Foren und unter Universitätsstudenten», und dass «viele Fragen ... unbeantwortet»¹⁷ bleiben. Dies legt nahe, dass Ahmadinejad als Adressaten seines Briefes eben nicht nur, oder jedenfalls nicht vor allem, Herrn Georg Bush, Präsidenten der Vereinigten Staaten von Amerika, im Blick hat, sondern eben die

ganze «internationale Bühne» und ihre Akteure sowie die «politischen Foren» im Iran und ausserhalb sowie «Universitätsstudenten». Mit letzteren könnten zwar Intellektuelle weltweit gemeint sein, die der amerikanischen Weltpolitik kritisch gegenüberstehen. Studenten bilden aber gerade im nachrevolutionären Iran eine nicht nur intellektuell, sondern auch politisch äusserst regsame und zum Teil sogar einflussreiche Gruppe mit hohem Sozialprestige, um deren Unterstützung sich die politischen Gruppen des Iran, so eben auch Ahmadinejad, eifrig bemühen.¹⁸ Daher ist anzunehmen, dass Ahmadinejad mit seiner Botschaft vor allem die einheimischen Intellektuellen ansprechen will. Zu diesen kann sich der iranische Präsident übrigens auch selbst zählen, da er ein Hochschulstudium absolviert hat und neben seiner politischen Laufbahn als Universitätsdozent tätig war. Ahmadinejad hat seinen Brief also offenbar für mehrere verschiedene Leserschaften im In- und Ausland verfasst. Dies wiederum lässt erwarten, dass in diesem einen Brief mehrere Botschaften enthalten sind. Den erwähnten Kreisen gegenüber sollen nun laut Ahmadinejad «Widersprüche» «gerechtfertigt» werden, die Ahmadinejad als «unbestreitbar» bezeichnet. Dieser Formulierung liegt unbestreitbar die iranische Sicht der Situation zugrunde, in der diese Widersprüche wahrgenommen werden, und bestimmt nicht die des amerikanischen Präsidenten. Dieser würde seine Politik wohl kaum als unbestreitbar widersprüchlich bezeichnen. Gleichzeitig sollen die unbestreitbaren Widersprüche gerechtfertigt werden. Da Ahmadinejad, wie eben gezeigt, die Widersprüche, die zu rechtfertigen seien, auf der Gegenseite, d.h. im politischen Verhalten der Administration Bush, sieht, ist es aus seiner Sicht auch an der Gegenseite, d.h. an Präsident Bush, diese zu rechtfertigen und die «vielen unbeantworteten Fragen» zu beantworten. So gesehen, ist Ahmadinejads Brief an Präsident Bush ein Versuch, den Ball in den Konflikten zwischen den USA und dem Iran den USA zuzuspielen.

Bereits der nächste Abschnitt¹⁹ zeigt in Inhalt und Formulierung an, dass es Ahmadinejad nunmehr darum geht, darzulegen, worin die Wider-

sprüche bestehen. Ahmadinejad fragt, wie die Prinzipien Christentum, Menschenrechte, Freiheit als Zivilisationsmodell, Nichtweiterverbreitung und Antiterrorkrieg mit Aggression gegen Länder zu vereinbaren seien. Die aufgeworfenen Stichworte wie Christentum und Antiterrorkrieg treffen nur auf die Bush-Administration zu. Ahmadinejad stellt also die Frage in den Raum, wie die religiösen und politischen Überzeugungen, die nach Präsident Bushs eigenem Bekunden die Grundlage seines privaten und politischen Handelns sind, mit seinem politischen Verhalten übereinstimmen. Dies kann als Einladung an die Akteure und Beobachter der «internationalen Bühne» und die «politischen Foren» gesehen werden, Präsident Bushs Worte an seinen Taten zu messen. Mit diesen Taten können angesichts des Ereignishintergrundes, vor dem der Brief verfasst wurde, eigentlich nur der militärische Einsatz der USA in Afghanistan und die völkerrechtswidrige Besetzung des Irak gemeint sein, in denen der Iran ja auch eine direkte Bedrohung seiner eigenen Sicherheit sieht. Da der Brief aber nicht nur an ein iranisches, sondern an ein internationales Publikum gerichtet ist, dürfte diese Stelle den «politischen Foren» auch die Misshandlungsskandale der US-Armee im Irak und andere völkerrechtliche Fragwürdigkeiten wie Guantanamo und den Rechtsstatus der dort Inhaftierten in Erinnerung rufen, Themen, auf die Ahmadinejad auch andernorts²⁰ zu sprechen kommt. Die Stelle ist aber wiederum kaum so zu verstehen, dass Ahmadinejad hier selbst für die Menschenrechte, wie sie vom Westen definiert werden, eintritt. Denn der Iran hat nicht alle Teile der UNO-Menschenrechtskonvention unterzeichnet, ebenso wenig wie er hier «Freiheit» nach dem vorherrschenden westlichen Verständnis von Liberalismus als Zivilisationsmodell vertritt. Denn das Stichwort «Freiheit» fällt in diesem Abschnitt im selben Zug wie «Christentum», und ebenso wenig, wie Ahmadinejad als Präsident der Islamischen Republik Iran das Christentum als weltweites religiöses «Modell» anerkennen dürfte, kann es ihm hier um die Anerkennung des Liberalismus als vorbildliches Zivilisationsmodell gehen. Hingegen kann die Re-

spektsbeziehung gegenüber Jesus Christus eingangs des Abschnitts insofern durchaus ernst gemeint sein, als der Islam Jesus Christus tatsächlich als einen «grossen Gesandten Gottes»²¹ auffasst. Aus islamischer Sicht hat Jesus der Menschheit auch eigentlich dieselbe Botschaft wie Muhammad überbracht, nur dass die Generationen nach Jesus dessen Botschaft falsch verstanden oder verfälscht hätten. Das Christentum wird vom Islam denn auch gewöhnlich als Monotheismus anerkannt. Dass Ahmadinejad an dieser Stelle dem Christentum gegenüber ausdrücklich Respekt erweist, könnte sehr wohl als ein Appell an gemeinsame Grundwerte des Monotheismus gemeint sein. Dieser Appell ist aber vielleicht nicht nur an Präsident Bush gerichtet, dem Ahmadinejad damit den Widerspruch zwischen dessen christlichem Bekenntnis und politischem Verhalten ins Gewissen ruft, sondern an die mehrheitlich christliche Öffentlichkeit im Westen als ganzer. Dies ist umso mehr denkbar, als zu der Zeit, da Ahmadinejad diesen Brief abfasste, sich der Aufruhr um die Muhammad-Karikaturen in Ost und West noch keineswegs gelegt hatte. Teile der muslimischen Gemeinschaft sahen in diesen eine Beleidigung des Islam; dies war auch die offizielle Sicht der Islamischen Republik Iran. In Ahmadinejads Ehrbeziehung gegenüber «dem grossen Gesandten Gottes» Jesus Christus («Der Friede sei mit ihm»)²² könnte daher die Botschaft liegen, dass im Unterschied zu dem Verhalten, das Teile der Christenheit gegenüber dem Islam gezeigt haben, die Gemeinschaft der Muslime, jedenfalls soweit es am Iran liege, der Christenheit mit Respekt begegne und dass der Monotheismus der beiden Weltreligionen eine gemeinsame Werte- und Verständnisgrundlage abgeben könne. Auch Ahmadinejads Amtsvorgänger Khatami hatte auf dieser Grundlage ja versucht, einen Dialog der Kulturen einzuleiten.

Dass sich die im eben besprochenen Abschnitt als rhetorische Frage formulierten Widersprüche auf den Irak-Krieg bezogen, wird aus dem folgenden Abschnitt²³ ganz deutlich. Hier ist von den zivilen Opfern die Rede, die der US-Angriff, der «nur aufgrund der Möglichkeit der Existenz von Massenvernichtungswaffen»²⁴ gegen ein Land geführt

wurde, gefordert hat. Sowohl die Begründung des Krieges als auch die Nennung der Zahl von 180 000 Soldaten²⁵ treffen nur auf den Irak zu. Schon hier deutet Ahmadinejad die Fadenscheinigkeit der offiziellen Begründung für den Irak-Krieg an, ein Punkt, den er im folgenden Absatz²⁶ noch genauer ausführt. Dort erwähnt er, dass der offizielle Kriegsgrund sich im nachhinein als gegenstandslos erwiesen habe, und bezeichnet den Anlass für den Krieg ausdrücklich als «Vorwand»²⁷. Der Leser mag nun selbst den Gedanken in Ahmadinejads Sinne zu Ende führen: Ebenso gegenstandslos, wie der Vorwurf der USA an den Irak, er besitze Massenvernichtungswaffen, war, so gegenstandslos ist der amerikanische Vorwurf an den Iran, er stelle solche her, und ebenso ungerechtfertigt wäre auch ein Militärschlag gegen den Iran unter diesem Vorwand. Ahmadinejad lässt offen, was er denn für den wahren Kriegsgrund im Falle des Irak hält. Diese Uneindeutigkeit lässt sich aber vielleicht damit erklären, dass Ahmadinejad in den besprochenen Abschnitten angesichts der angeführten oder angedeuteten Kritikpunkte Gegner und Kritiker des Irak-Krieges in der islamischen Welt und im Westen sowie Menschenrechtsgruppen als Adressaten im Auge hat, von denen er annehmen kann, dass sie den Zusammenhang in seinem Sinne herstellen. Im ersten der beiden Abschnitte²⁸ spricht er auch von den physischen und psychischen Schäden unter den Soldaten der Besatzungsmacht, ein Punkt, von dem er sich eigentlich nur auf die Heimatfront und Kriegsgegner in den USA selbst Wirkung erhoffen kann. Die von Ahmadinejad in diesen Abschnitten vorgebrachte Kritik am Irak-Krieg zeigt, dass der iranische Präsident über die Anti-Kriegsbewegungen nicht nur in der islamischen Welt, sondern auch im Westen sowie in den USA selbst wohl informiert ist. Die Erwähnung der physischen und psychischen Kriegsschäden unter amerikanischen Soldaten und Soldatinnen ist freilich eine Bemerkung, die er der Sache nach ebenso gut über amerikanische Armeemitglieder in Afghanistan machen könnte. Dass er nur von denen im Irak spricht, zeigt an, in welche Richtung Ahmadinejads gesamte Argumentation geht. Der Krieg in Afghanistan

mag für die US-Armee physisch und psychisch zwar ebenfalls schädlich sein, er ist aber nicht völkerrechtswidrig. Der Krieg gegen den Irak hingegen, ein Land, das Präsident Bush mit dem Iran zusammen zur Achse des Bösen zählt, ist völkerrechtswidrig. Indem Ahmadinejad soviel Wert darauf legt, die Widerrechtlichkeit des Krieges gegen den Irak, das eine Land auf der Achse des Bösen, deutlich zu machen, legt er seinem Publikum bereits eine Weiterführung des Gedankens nahe, nämlich dass es ebenso widerrechtlich wäre, den Iran, ein weiteres Land auf der Achse des Bösen, anzugreifen. Legt Ahmadinejad seinem Publikum an anderer Stelle die Gegenstandslosigkeit der Begründung für einen US-Angriff auf den Iran anhand des Präzedenzfalles Irak dar, legt er ihm hier, wieder am Beispiel Irak, die Völkerrechtswidrigkeit eines solchen Militärschlages dar. Am Ende des Abschnittes wendet sich Ahmadinejad wieder eher an sein Heimpublikum, indem er Saddam Hussein als «mörderischen Diktator»²⁹ bezeichnet, über dessen Sturz «die Menschen in der Region» glücklich seien.³⁰ Dass zu den «Menschen in der Region» die Iraner zählen, bedarf keiner langen Erklärungen. Mit seiner Verurteilung von Saddam Hussein dürfte Ahmadinejad seinem Volk daher aus der Seele sprechen. Auch indem er an dieser Stelle durchblicken lässt, dass das Glück der «Menschen in der Region» am Sturz Saddam Husseins durch die Präsenz der Supermacht USA in der Region getrübt ist, spricht Ahmadinejad einen inneren Zwiespalt an, den im Iran angesichts der jüngsten Entwicklungen nicht nur er empfindet. Gleichzeitig mag Ahmadinejads Verurteilung des irakischen Ex-Präsidenten aber auch als eine Art Distanzierung gelesen werden, in dem Sinne nämlich, dass der iranische Präsident sich dagegen verwahrt, dass sein Land auf dieselbe Achse, eben die des Bösen, wie der Irak gehöre.

Zudem macht Ahmadinejad darauf aufmerksam, und dies mag nun wieder an eine heimische genauso wie an eine internationale Lesergemeinde gerichtet sein, dass Saddam eine blosses Kreatur des Westens – und nur des Westens – gewesen sei und als solche im Iran-Irak-Krieg auch gegen den Iran unterstützt wurde.³¹ Damit gibt

Ahmadinejad nicht nur das amtliche iranische Geschichtsbild wieder, sondern vertritt auch eine Sicht, die im iranischen Volk, aber eben auch unter manch nicht-iranischem Volk verbreitet ist, und will diesen Punkt offenbar als einen weiteren Widerspruch im Verhalten des Westens verstanden wissen.

Im weiteren Verlauf seines Schreibens³² bringt Ahmadinejad die Rede auf Israel und dessen Rolle im Nahostkonflikt. Dass er sich dabei nicht an den Präsidenten Israels, sondern an den der USA wendet, ist zwar auch, aber nicht nur, damit zu erklären, dass das erstere Vorgehen eine Anerkennung Israels als Staat implizieren würde. Vielmehr zeigt sich daran, dass Ahmadinejad getreu der offiziellen Linie der Islamischen Republik Iran und der anderen Staaten des Nahen und Mittleren Ostens, die Israel nicht anerkennen, dieses Land als ein Gebilde des Westens, namentlich der USA, in der Region zur Durchsetzung imperialistischer Interessen ansieht. Bereits die Rechtfertigung der Staatsgründung Israels mit dem Holocaust stellt Ahmadinejad als fragwürdig dar. Dabei bestreitet er, was auch immer seine persönliche Überzeugung sein mag, nicht rundweg die Existenz des Holocaust. Immerhin zeigt er sich bereit, «davon auszugehen, dass diese Ereignisse wahr sind»³³. Nun gilt Anerkennung oder Leugnung des Holocaust im Nahen und Mittleren Osten gemeinhin nicht als Kriterium für die wissenschaftliche und moralische Integrität von Historikern oder überhaupt von Intellektuellen sowie für die moralische Integrität von Politikern, alleine schon deshalb, weil die Beschäftigung mit dem Holocaust kein Schwerpunktthema der an den dortigen Bildungsinstitutionen vermittelten Geschichtsbetrachtung ist. Folglich kann Ahmadinejads Bereitschaft an dieser Stelle, wenigstens anzunehmen, der Holocaust habe sich wirklich ereignet, nicht mit Rücksichtnahme auf Empfindlichkeiten eines einheimischen, ja überhaupt eines nah- und mittelöstlichen Publikums erklärt werden. Sie muss deshalb mit Rücksichtnahme auf die Empfindlichkeiten und das Geschichtsverständnis eines westlichen Publikums erklärt werden, über die Ahmadinejad also offenbar im Bild ist. Schon deshalb dürfte Ahmadinejad mit

diesem Passus als Leserschaft wohl kaum, oder jedenfalls sicher nicht nur, die üblichen Revisionisten in Ost und West im Blick haben. Denn diese leugnen rundweg, dass der Holocaust wirklich stattgefunden habe, und zeigen keine Bereitschaft, auch nur «davon auszugehen, dass diese Ereignisse wahr sind». Ahmadinejad geht es in diesem Abschnitt ja aber eben vielmehr darum – wieder: unbesehen dessen, was seine persönliche Überzeugung sein mag –, dem Leser die Frage nahe zu legen, ob selbst ein Holocaust, der wirklich stattgefunden habe, die Gründung und Existenz – und gar das politische Verhalten – Israels rechtfertige. Und damit greift er, nun wieder mehr an eine regionale Leserschaft gewandt, eine Frage auf, die in der öffentlichen und privaten Diskussion über den Nahostkonflikt im Nahen und Mittleren Osten ganz oben an steht, nämlich, warum die Muslime, die ja am Holocaust unschuldig sind, die Konsequenzen des Holocaust in Form der Staatsgründung Israels zu tragen hätten und nicht die Täterstaaten.³⁴ Im Zusammenhang mit derselben Frage hatte Ahmadinejad ja schon vor seinem Schreiben an Präsident Bush einmal vorgeschlagen, dass die Länder, die am Holocaust schuld seien, als Wiedergutmachung ihrer Schuld einen Staat für die Juden anstatt in Palästina auf ihrem eigenen Territorium errichten sollten. Wie ernst es Ahmadinejad mit diesem Vorschlag auch immer sein mag, jedenfalls zeigt er, dass Ahmadinejad darüber im Bild ist, dass es in Europa Kritiker am fehlenden Schuldbewusstsein in den einst faschistischen Staaten und an einer ungenügenden Aufarbeitung der Geschichte im Westen selbst gibt. Auch an solche Kritiker könnte sich die vorliegende Stelle seines Briefes richten. Überhaupt hat Ahmadinejad, welches auch immer seine «wahren» Überzeugungen in der Holocaust-Frage sein mögen, jedenfalls in diesem Schreiben auch ein handfestes politisches Interesse, nicht als Revisionist aufzutreten. Denn was er offiziell anstrebt, war eine «Neudiskussion» der Holocaust-Frage – freilich zu seinen eigenen Bedingungen – auf nationaler und internationaler Ebene. Dafür lud er ja auch zu einer Holocaust-Konferenz nach Teheran. Eine solche «Neudiskussion» sollte der iranischen Führung aber als Mittel zur innen- und aus-

senpolitischen Mobilisierung in eigener Sache dienen. Würde Ahmadinejad den Holocaust nun aber geradeheraus leugnen, gäbe es für die iranische Seite bei der geplanten «Neudiskussion» nichts mehr zu diskutieren, und das Thema liesse sich von der iranischen Führung nicht weiter als Mittel zur Mobilisierung im In- und Ausland einsetzen.

Die Vorwürfe, die Ahmadinejad in der Folge³⁵ gegen Israel aufzählt, sind dieselben, die auch internationale Organisationen, «die internationalen Foren» eben, einschliesslich der UNO, erheben. Angesichts der Verletzungen des Völkerrechts durch Israel sieht Ahmadinejad die Unterstützung dieses Staates durch den Westen als einen Widerspruch mit dessen Berufung auf Werte wie Christentum, Liberalismus, Demokratie und Menschenrechte.³⁶ Dass die Staaten des Westens, die sich als Träger einer Mission für Demokratie und Menschenrechte weltweit und – gerade was die USA angeht – in Nahost im besonderen sehen, umgekehrt die demokratisch gewählte Hamas-Regierung nicht anerkennen, weil diese ihrerseits Israel nicht anerkennt, macht für Ahmadinejad nicht nur die Absichten des Westens hinter seiner demokratischen Mission fragwürdig, sondern ist für ihn, wie er an späteren Stellen noch ausführen wird,³⁷ ein Beweis für die Unglaubwürdigkeit von Demokratie überhaupt.³⁸ Denn die Islamische Republik Iran beruft sich ja selbst nicht auf Demokratie als Staatsgrundlage, und daher wäre ihr eine Demokratisierung des Nahen und Mittleren Ostens auch dann nicht willkommen, wenn für sie die Motive des Westens über jeden Zweifel erhaben wären. Mit seiner Empörung über das Verhalten des Westens gegenüber der palästinensischen Regierung jedenfalls steht Ahmadinejad – und das dürfte ihm wohl bewusst sein – in der Region nicht alleine da. Ausserdem schwingt an der Stelle das Unbehagen mit – und auch in diesem Gefühl weiss sich Ahmadinejad mit vielen, nicht nur Staatsoberhäuptern, in der Region einig –, dass die Missionierung des Nahen und Mittleren Ostens im Namen der Demokratie, der nach dem Willen der USA ja auch der Iran unterzogen werden soll, die Fortsetzung der Kolonialpolitik mit anderen Mitteln sei.

Konnte sich Ahmadinejad bei seinen vorigen Bemerkungen über Israel und den Nahostkonflikt der Zustimmung eines breiten Publikums in Ost und zum Teil auch West sicher sein, kommt er in den folgenden Abschnitten³⁹ auf die Position seines Landes im Atomkonflikt zu sprechen. An seiner Argumentation wird deutlich, dass er sich bewusst ist, dass er in diesem Punkt nicht nur im Westen, sondern auch in der Region nicht auf allgemeine Zustimmung rechnen kann. In der Tat haben sich die vorwiegend arabischen Staaten in Nah- und Mittelost, ob amerikafreundlich oder nicht, bisher nicht als Verteidiger des Rechtes des Iran auf Atomtechnologie hervorgetan. Dies ist eigentlich nur damit erklärbar, dass auch ihnen hinsichtlich der Motive des Iran nicht wohl ist und sie eine iranische Vormachtstellung befürchten, sollte der Iran tatsächlich eines Tages über Atomwaffen verfügen. Ahmadinejad wendet sich in diesem Abschnitt daher noch einmal ausdrücklich an den Präsidenten der Vereinigten Staaten selbst⁴⁰ und beruft sich bei der Verteidigung des iranischen Standpunktes im Atomkonflikt in möglichst allgemeiner Form auf das Recht jedes Staates auf wissenschaftliche Forschung und technische Entwicklung.⁴¹ Seine diesbezügliche Frage «Kann die blosser Möglichkeit der Verwendung wissenschaftlicher Errungenschaften für militärische Zwecke Grund genug sein, Wissenschaft und Technologie insgesamt zu verwerfen?»⁴² kann in dieser Form dem Sinn nach von keiner Seite verneint werden. Sie gibt zudem einerseits die Haltung des iranischen Establishments, einschliesslich der Revolutionsführung, in der Frage wieder, andererseits beschreibt sie die Minimalposition, in der sich die politische Führung des Iran mit der öffentlichen Meinung des Landes einig weiss. Auch diese Stelle wendet sich also neben dem genannten Adressaten an ungenannte Adressaten, die nicht Präsident Bush sind.

Im Folgenden⁴³ beschreibt Ahmadinejad Fälle, in denen die Grossmachtspolitik der USA Völker ihrer unbestreitbaren Rechte beraubt habe. Als solche Fälle erwähnt er in einem ersten Schritt die Entwicklungsländer Südamerikas und Afrikas.⁴⁴ Dass Ahmadinejad Interesse für das Los der Dritten Welt zeigt, entspricht dem politischen An-

spruch der Islamischen Republik Iran auf Anwaltschaft im Auftrag Gottes für die Entrechteten dieser Erde und richtet sich wieder an die Revolutionsführung der Islamischen Republik, deren Einverständnis Ahmadinejad für seine politischen Vorhaben zu gewinnen sucht.

In einem zweiten Schritt⁴⁵ erwähnt er weitere Fälle von Entrechtung durch die Grossmacht USA anhand seines eigenen Landes. Beim ersten Beispiel, das Ahmadinejad anführt, handelt es sich um den vom CIA angezettelten Sturz von Premier Mosaddeq infolge der Verstaatlichung des iranischen Erdöls. Ahmadinejad versucht offenbar, seinem Publikum das Verhalten der USA im Atomkonflikt als Wiederholung ihres Verhaltens im Fall Mosaddeq darzustellen. Und was das Beispiel Mosaddeq angeht, kann sich Ahmadinejad sicher sein, dass sich das Heimpublikum, unabhängig von der Einstellung des Einzelnen zur Islamischen Republik, seiner Sicht der Dinge anschliesst, denn die Rolle der USA beim Sturz Mosaddeqs löst bis heute unter allen politischen Strömungen des Iran ausser den Monarchisten Empörung aus.

Darauf⁴⁶ redet Ahmadinejad erneut Präsident Bush an und kommt nun auf die Ereignisse des 11. September zu sprechen. Der Präsident des Iran erinnert daran, dass die Regierung seines Landes «unverzüglich ihre Empörung über die Täter erklärte und ihr Beileid für die Hinterbliebenen zeigte und Sympathie ausdrückte»⁴⁷. In der Tat hat die Islamische Republik Iran trotz ihrem erklärten Antiamerikanismus keine Mühe damit, die Anschläge des 11. September zu verurteilen. Denn nicht nur, dass ihr trotz der Einstufung durch die USA als Unterstützerin des internationalen Terrorismus in diesem Fall keine Mittäterschaft nachgewiesen werden konnte; die Staats- und Mehrheitsreligion des Iran, die islamische Schia⁴⁸, ist für die Extremsunniten von al-Qaida nichts als Ketzerei oderbarer Unglaube, so dass es für beide Seiten auch keine Grundlage für eine Zusammenarbeit gäbe.

Im nächsten Abschnitt scheint Präsident Ahmadinejad allerdings wieder ein anderes Publikum im Auge zu haben. Im Zusammenhang mit dem 11. September stellt er die Frage: «Könn-

te diese Operation geplant gewesen und ausgeführt sein, ohne eine Koordination mit Geheimdiensten und Sicherheitsdiensten?»⁵⁰ Da es nun nicht sein kann, dass Ahmadinejad im vorigen Abschnitt den Präsidenten der Vereinigten Staaten erst des Beileids der iranischen Regierung für die Anschläge vom 11. September versichert, nur um ihn an dieser Stelle gleich der Urhebererschaft für dieselben zu verdächtigen, galt die Beileidsbekundung im vorigen Abschnitt wohl trotz Ahmadinejads Anrede an Bush direkt und nur dem amerikanischen Volk unter Ausschluss des amerikanischen Präsidenten. Beim Publikum dagegen, das Ahmadinejad im vorliegenden Abschnitt im Sinn hat, dürfte es sich um die Verschwörungstheoretiker in Ost und West handeln.

Der Brief III: Sein Subtext

In den letzten Teilen seines Briefes an Präsident Bush⁵¹ unterzieht Präsident Ahmadinejad die westlichen Zivilisationsmodelle Demokratie und Liberalismus einer eingehenden Kritik. Damit scheint Ahmadinejad auf den ersten Blick weit von dem aktuellen Anlass des Briefes, dem Atomkonflikt, abzuschweifen. Nun vertreten die beiden Gegner im Atomstreit, die USA und andere westliche Staaten auf der einen und die Islamische Republik Iran auf der anderen Seite, aber nicht nur unterschiedliche politische Positionen und Interessen, sondern, damit verbunden, auch unterschiedliche Zivilisationsmodelle. Präsident Bush hat es von Anfang an klar gemacht, dass der von den USA angeführte Kampf gegen den Terrorismus mit einer zivilisatorischen Mission im Sinne weltweiter Demokratisierung verbunden sei, ein Vorhaben, das die USA, was den Nahen und Mittleren Osten angeht, vom Irak aus in die Tat umzusetzen gedachten. Im Zusammenhang mit dem Krieg gegen den Terror zog sich auch das Nuklearprogramm des Iran, von den USA als Förderer des Terrorismus eingestuft, wieder verstärkt den Argwohn der US-Administration zu. Und spätestens als der Irak, nicht lange nachdem er wie der Iran und Nordkorea von der Bush-Administration zu einer Macht auf der Achse des Bösen erklärt worden war, von den USA mit der Begründung, er

sei im Besitz von Massenvernichtungswaffen, besetzt wurde, gab es für den Iran genug Gründe für die Befürchtung, er könne das nächste Ziel-land des westlichen Demokratieexports werden. Äusserungen des amerikanischen Präsidenten im Atomstreit, in denen er die westlichen Demokratien dem Iran als Vertreter der Zivilisation gegenüberstellt, mögen den Iran in dieser Befürchtung bestärkt haben. So ergänzte Bush seine Erklärung vom 21. April 2004, die Entwicklung des iranischen Atomprogramms sei nicht mehr hinnehmbar, mit dem Satz: «Ich muss mich versichern, dass die Aussenminister Deutschlands, Frankreichs und Grossbritanniens, die sich als Vertreter der zivilisierten Welt in den Konflikt eingemischt haben, Iran deutlich genug auf die Konsequenzen hingewiesen haben.»⁵²

Dieser Gleichsetzung des Westens von Demokratie und Liberalismus mit Zivilisation stellt der Präsident der Islamischen Republik Iran in seinem Brief an den Präsidenten der USA ein anderes Zivilisationsmodell als überlegene Alternative entgegen. Bereits in früheren Passagen seines Schreibens machte Ahmadinejad Gründe für die Unglaubwürdigkeit der demokratischen Mission des Westens geltend, indem er auf Widersprüche des politischen Verhaltens des Westens mit den Grundsätzen, auf die er sich offiziell beruft, hinwies. Mit der Aufzählung solcher Widersprüche fährt er auch in den letzten Abschnitten des Briefes zunächst fort. Dabei erwähnt er soziale Missstände in der Gesellschaft der Vereinigten Staaten selbst,⁵³ was wieder den Prinzipien, auf die sich der Westen berufe, widerspreche. Allerdings macht er in den weiteren Abschnitten deutlich, dass die Kriterien für die Richtigkeit eines Systems und die Tugendhaftigkeit seiner Vertreter sowieso nicht in der Erfüllung der westlichen Prinzipien Demokratie und Liberalismus bestehen. Zwar spricht Ahmadinejad in der Folge davon, dass Bushs und seine eigene Amtsführung danach beurteilt würden, ob «wir die Rechte der Unterprivilegierten verteidigt oder sie ignoriert haben».⁵⁴ Und da die Verteidigung der Rechte der Unterprivilegierten ein Grundsatz des politischen Programms der Islamischen Republik ist, lässt Ahmadinejads Wortwahl seine

Überzeugung erkennen, dass sein eigenes Land in dieser Hinsicht besser abschneide als der Westen. Doch die Quelle, von der die Beurteilung selbst ausgeht, sind nach Ahmadinejad nicht die Prinzipien des Westens, ja, in letzter Instanz auch nicht einmal «die Menschen», die «unsere Präsidentschaft hinterfragen werden»⁵⁵. Sondern worauf es ankommt, ist die Frage: «Wenn die Propheten Abraham, Isaak, Jakob, Ismael, Josef oder Jesus Christus (Friede sei mit ihnen) heutzutage bei uns wären, wie würden sie unser Verhalten beurteilen?»⁵⁶ Die Werte, an deren Einhaltung sich nach Ahmadinejad die Richtigkeit und Tauglichkeit eines Systems bemessen, sind die der Religion, genauer: des Monotheismus. Denn «wir sind überzeugt, dass eine Rückbesinnung der Lehren der von Gott gesandten Propheten der einzige Weg ist, der zum Heil führt.»⁵⁷ Damit erweist sich für Ahmadinejad die Demokratie als Heilsweg, wie sie vom amerikanischen Präsidenten als Modell der zivilisatorischen Mission des Okzidents im Sinne der Demokratisierung des Orients vertreten wird, als ausgeschlossen. Im selben Zusammenhang erklärt der iranische Präsident denn auch: «Der Liberalismus und die westliche Form von Demokratie sind nicht in der Lage gewesen, die Ideale von Menschlichkeit zu verwirklichen. Aus heutiger Sicht sind diese beiden Grundkonzepte gescheitert. Wer hinter die Dinge blickt, kann bereits das Knirschen vom Zusammenbruch und Niedergang der Ideologie und Denkweise des liberaldemokratischen Systems vernehmen.»⁵⁸

Dass Ahmadinejad hier nur die Form von Demokratie zu einem gescheiterten oder zum Scheitern verurteilten Zivilisationsmodell erklärt, die er als «die westliche»⁵⁹ bezeichnet, legt nahe, dass es für ihn noch eine andere Form der Demokratie gibt, die er für aussichtsreicher hält. Da er den Westen in seiner Zivilisationsschau als Gegenentwurf zu dem System auffasst, das er als Präsident selbst vertritt, nämlich der Islamischen Republik Iran, müsste mit dieser nicht-westlichen Form von Demokratie das politische System des Gottesstaates gemeint sein, in welchem es ja auch Abstimmungen und Wahlen, wenn auch mit Vorauswahl der Kandidaten durch die Revolutionsführung, gibt.

Der Präsident der Islamischen Republik Iran

sieht also das Zivilisationsmodell, das sein Amtskollege, der Präsident der Vereinigten Staaten von Amerika, vertritt, als gescheitert oder zum Scheitern verurteilt an und betrachtet als einzigen Weg, der zum Heil führt, die Rückbesinnung auf die Werte des Monotheismus. Diese Rückbesinnung auf die Lehren des Monotheismus stellt Präsident Ahmadinejad in seinem Brief an Präsident Bush als mögliche Lösung aller Differenzen politischer, religiöser und kultureller Art zwischen Morgenland und Abendland dar, denn: «Mir wurde berichtet, dass eure Exzellenz den Lehren des Propheten Jesus (Friede sei mit ihm) folgt und an das göttliche Versprechen glaubt, dass die Erde mit Gerechtigkeit regiert wird. Auch wir glauben, dass Jesus Christus (Friede sei mit ihm) einer der grössten (und vorzüglichsten) Propheten des Allmächtigen war. Er wird wiederholt im Qur'an gepriesen.»⁶⁰ Der Monotheismus ist laut Ahmadinejad also die dem Morgen- und Abendland gemeinsame Grundlage für die «Etablierung einer einheitlichen internationalen Gemeinschaft»⁶¹.

PS:

Wie eingangs der Analyse von Ahmadinejads Brief erwähnt, weist vieles darauf hin, dass der iranische Präsident sich als Gehilfen zur Erfüllung einer religiösen Mission nach dem Vorbild des Propheten sieht, der ja auch Sendschreiben an die Mächtigen seiner Zeit geschickt haben soll, in denen er sie aufforderte, den Islam anzuneh-

men. Daher mag durchaus das Beispiel des Propheten Präsident Ahmadinejad dazu inspiriert haben, nun seinerseits an den Präsidenten der Supermacht seiner Zeit ein Schreiben ähnlichen Inhalts zu schicken. Wozu der Muslim Ahmadinejad den Evangelikalen Bush aber auffordert, ist, genau beisehen – und dieser Unterschied ist wichtig –, nicht die Annahme des Islam, sondern die Rückbesinnung auf den Monotheismus. In Ahmadinejads Worten: «Zweifelsohne durch den Glauben an Gott und die Schriften der Propheten werden die Menschen ihre Probleme in Griff bekommen. Mein Frage an Sie lautet: «Möchten Sie nicht dabei sein?»⁶²

Nicht nur, dass sich Ahmadinejad in seinem Brief an Bush bemüht, auf jede nur denkbare Leserschaft in Ost und West einzugehen und einzuwirken. Nicht nur, dass er versucht, möglichst jede Ebene des Atomkonflikts aus seiner Sicht anzusprechen. Mit seinem Schreiben an Herrn George Bush, Präsidenten der Vereinigten Staaten von Amerika, beantwortet Mahmood Ahmadinejad, Präsident der Islamischen Republik Iran, Bushs Aufruf zur Demokratisierung des Orients mit einem Aufruf zur Monotheisierung des Okzidents.

QUELLEN

- Ahmadinejad, Mahmood, 2006, Brief des iranischen Präsidenten Mahmood Achmadinejad an US-Präsident George W. Bush: <http://www.sagw.ch/de/sgmoik/publikationen/bulletins.html>
 Buchta, Wilfried, 2000, Who Rules Iran? The Structure of Power in the Islamic Republic. Washington.
 Halm, Heinz, 2005, Die Schiiten. München.
 Nirumand, Bahman, 2006, Iran. Die drohende Katastrophe. Köln.
 Rühle, Hans, 2007, «Braucht der Iran überhaupt Nuklearenergie?» In: Neue Zürcher Zeitung 07.07.2007

1	Nirumand, 2006.		zweite Zahl: Zeile.	31	2:13-15.	48	Halm.
2	Ders., 7, 22f.	15	Brief, 1:1.	32	2:36-4:19.	49	Brief, 6:9ff.
3	33.	16	1:6ff.	33	3:16f.	50	6:9-11.
4	29, 31, 33.	17	1:1-6.	34	3:17ff.	51	7:5ff.
5	23.	18	Buchta, 2000.	35	3:22ff.	52	Nirumand, 32.
6	26, 33f.	19	Brief, 1:9-20.	36	3:34ff.	53	Brief, 7:6-19.
7	34.	20	2:22-27; 2:28-35.	37	7:5ff.	54	7:31.
8	33.	21	1:9.	38	4:7-17.	55	7:23f.
9	Rühle, 2007.	22	1:9.	39	4:20ff.	56	9:2-5.
10	Nirumand, 33f.	23	1:21-2:4.	40	4:20.	57	10:10f.
11	65f.	24	1:21f.	41	4:30-32.	58	12:5-10.
12	Halm, 2005.	25	1:24.	42	4:35-37.	59	12:5.
13	Buchta, 2000.	26	2:5-12.	43	5:7ff.	60	10:12-16.
14	Im folgenden	27	2:5.	44	5:8-19.	61	1:14.
	Brief. Deutsch-	28	1:21-2:4.	45	5:22ff.	62	12:13-15
	fehler im Original.	29	2:9f.	46	5:36.		
	Erste Zahl:Seite;	30	2:12.	47	6:3f.		

Hartmut Fähndrich

A few words in conclusion

Ladies and Gentlemen, it's over. The curtain is down and nothing is settled, to quote Bertolt Brecht, the master of this kind of unfinished business on stage, whose major interest was always in raising problems, not in solving them, in making people reflect on questions, not in answering them definitely.

Even after the end of this colloquium, we cannot expect to arrive, within a reasonable span of time, at the kind of situation John Steinbeck envisaged or dreamt of with respect to racism. Racism, he wrote, will have ended the moment I do no longer remember whether the person who asked me about the direction in the street was black or white.

Until now and for some time to come people's designation of each other as Muslim or westerner, respectively, is going to stay with us – until many obstacles have been overcome, some of which were mentioned or elaborated upon during our conference.

How, for instance, should we free ourselves of images deeply ingrained in our minds and frequently reproduced in our arts, as manifest in many famous museums, of images that even made it into Christian eschatology and burdened Muslim Turks of the 16th century with the role of being God's punishment on earth?

Thus, the clichés, both negative and positive, found in the framework of what we now call Orientalism and more recently Occidentalism are not limited to extremist circles but are – as Edward Said clearly demonstrated for Western thought – widespread ideas inspiring the «imaginaire occidental». The same is, of course, true on the other side, Arabic literature, for example, being full of images, often shallow clichés of Westerners, be they moralizing, utopian or anti-imperialist.

And, maybe, it is this point to which we should direct our attention much more.

Much easier than eliminating the historical

and cultural heritage from our minds would be, it seems, to stop military and other aggression against the Muslim world that is supposedly triggering a whole range of so-called fundamentalist invectives against the West.

What we definitely should not do is what more and more specialists of Islam self-consciously suggest and tend to do: stop talking about Islam. I think this would be – after centuries of essentializing Islam – the «easy» or even the disastrous way out. Islam does exist as an idea of its adherents, phenomenalized in a large number of ways sometimes widely differing.

Yet, as long as millions of individuals designate or even mark themselves as Muslims, as belonging to Islam, we have no reason not to accept this and not to deal with it. The question remains in what way we do it.

Thus, technological progress and worldwide migration force us to widen our view and look beyond traditional forms of dualistic confrontation – this confrontation that has led to the construction of an image of the other that may be merely a projection of our vision of the world behind which the other actually disappears, although the other should always be taken as an enrichment not a punishment – be it religious or secular.

How difficult such a change of direction could be is obvious from glances into our media where clichés are reproduced insidiously and in different ways every day not infrequently stressing the exception rather than the norm. And power and propagandistic interest may play an essential role in this, particularly through the right or power of definition, i.e. of determining which actions are good and which ones belong to the realm of evil.

Global migration – and migration to Europe in particular – will not only change the complexion of the European population. It is also stimulating a double-edged discussion and even the necessity to change attitudes on both sides. Immi-